

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

PREMIERE SESSION

PROCES-VERBAL DE LA SIXIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le mercredi 29 janvier 1947, à 2 h 30 p.m.

Présents :

Colonel William Roy Hodgson	(Australie)
M. Roland Lebeau	(Belgique)
M. P.C. Chang	(Chine)
M. Osman Ebeid	(Egypte)
Mme Eleanor Roosevelt	(Etats-Unis d'Amérique)
Mme Hansa Mehta	(Inde)
M. Ghassame Ghani	(Iran)
M. Charles Malik	(Liban)
M. German Gil Guardia	(Panama)
General Carlos P. Romulo	(République des Philippines)
M.T. Kaminsky	(République socialiste soviétique de Biélorussie)
M. Charles Dukes	(Royaume-Uni)
M. V.F. Tepliakov	(Union des républiques socialistes soviétiques)
M. José A. Mora	(Uruguay)

PRESIDENTE :	Mme Roosevelt (E.U. d'Amérique)
VICE-PRESIDENT :	M. P.C. Chang (Chine)
RAPPORTEUR :	M. Charles Malik (Liban)

Représentants des  
Institutions spécialisées :

M. Eric W. Hutchinson	(Organisation internationale du travail)
M. Valère Darchambeau	(UNESCO)

Représentants des  
Institutions non-gouvernementales :

Miss Sender	(AFOFL)
Miss Lena Spiegel	(FMS)
M. Wallace Campbell	(Alliance coopérative internationale)

Secrétaire de la Commission :

Professeur J.P. Humphrey (Directeur de la Division des droits  
de l'homme)

Création et mandat de la Sous-commission pour la protection des minorités

(Point 11 de l'Ordre du jour - E/CN.4/1/Rev.1 -)

Le Colonel HODGSON (AUSTRALIE) estime que le problème des minorités a pour origine les mesures discriminatoires et qu'il faut confier à la même Sous-commission le soin de traiter ces deux questions. En conséquence, il propose de réunir les points 11 et 12 et de les rédiger comme suit : "11 - Création et mandat d'une Sous-commission pour la protection des minorités et la lutte contre les mesures discriminatoires".

Le Général ROMULO (REPUBLIQUE DES PHILIPPINES) appuie cette motion.

M. TEPLIAKOV (UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES)

rappelle les recommandations du groupe initial, confirmées par le Conseil économique et social, selon lesquelles il faut instituer deux Sous-commissions. Il signale également que les documents de travail présentés par le Secrétariat ont mis en relief les points de contact des deux sous-commissions à l'étude; les conclusions de ces documents indiquent que l'on pourrait créer un corps unique, comme le propose le délégué de l'Australie.

Le représentant de l'URSS fait remarquer cependant qu'il peut exister divers cas de mesures discriminatoires, indépendamment de la question des minorités ou des majorités, et que les problèmes des minorités diffèrent sous bien des aspects des problèmes issus des mesures discriminatoires. En conséquence, il vaudrait mieux, pour le moment, suivre les recommandations du groupe initial et créer deux sous-commissions. Si, dans l'avenir, l'expérience prouve que leur travail fait double emploi, la Commission pourra toujours décider de les fondre en une seule.

En conséquence, M. Tepliakov suggère d'amender la proposition australienne de manière à prévoir la création de deux sous-commissions

distinctes.

M. CHANG (CHINE) considère que la lutte contre les mesures discriminatoires est un problème plus large que celui de la protection des minorités. Il suggère, en conséquence, d'amender la proposition australienne en y appelant la Sous-commission envisagée "Sous-commission pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités."

Le Colonel HODGSON (AUSTRALIE) accepte l'amendement présenté par le délégué de la Chine.

Mme MEHTA (INDE) partage les vues du représentant de l'URSS. Les mesures discriminatoires et la question des minorités sont des problèmes distincts; il faut, par conséquent, les confier à deux Sous-commissions distinctes.

La PRESIDENTE met aux voix l'amendement présenté par le délégué de l'URSS.

Décision : l'amendement présenté par l'URSS est repoussé par 8 voix contre 2.

M. TEPLIAKOV (UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES) demande au délégué de l'Australie s'il accepterait la rédaction qu'a adoptée le Conseil économique et social ("Sous-commission pour la lutte contre les distinctions fondées sur la race, le sexe, la langue ou la religion", etc...)

M. CHANG (CHINE) explique que cette proposition a certainement pour objet d'améliorer la définition des mesures discriminatoires et assure le délégué de l'URSS que l'on reprendra la question au cours de la discussion du mandat de la Sous-commission.

La PRESIDENTE met aux voix la proposition australienne pour la création et le mandat "d'une Sous-commission pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités".

Décision : La proposition australienne est adoptée

Discussion du mandat de la Sous-commission pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités.

M. TEPLIAKOV (UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES) propose à la Commission d'adopter le mandat recommandé par le Conseil économique et social quant à la protection des minorités et la lutte contre les mesures discriminatoires, en ajoutant la phrase suivante au deuxième paragraphe relatif à l'abolition des distinctions : "fondées sur la race, le sexe, la langue ou la religion" (Journal du Conseil économique et social, N°29, page 522).

La PRESIDENTE, prenant la parole en tant que déléguée des Etats-Unis d'Amérique, présente un document exposant les vues du Gouvernement américain sur le mandat de la Sous-commission sur la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités.(E/CN.4/6).

A propos des fonctions qu'on envisage de confier à la Sous-commission, Mme Roosevelt insiste sur la nécessité de définir les mesures discriminatoires et de déterminer les principes à appliquer pour lutter contre elle (point 1). En outre, il faudrait que la Sous-commission collaborât avec la Commission de la condition de la femme et avec le Conseil de Tutelle quant aux questions relatives aux distinctions fondées sur le sexe ou la race (point 2). La Sous-commission devrait également préciser le sens du terme "minorités" et exposer les principes de leur protection (point 3). On pourrait supprimer le point 4 qui concerne l'examen des communications reçues par la Sous-commission sur les questions relevant de sa compétence, puisque la question a déjà été traitée à propos du point 9 de l'ordre du jour.

En ce qui concerne la seconde partie du document, relative à la composition de la Sous-commission, Mme Roosevelt expose que le paragraphe 1 lui paraît répondre à la question posée, au cours de la séance précédente, par le délégué de l'URSS à propos du choix des membres. En outre, il vaudrait mieux choisir les membres pendant la seconde session de la Commission des droits de l'homme. Le temps ainsi gagné permettrait à la Commission d'examiner de plus près les choix éventuels.

M. CHANG (Chine) déclare que bien des points du document américain appellent une discussion détaillée. Il faut prendre en considération la proposition du représentant de l'URSS. Il faut étudier également la composition de la Sous-commission en question en fonction de celle des autres sous-commissions. Puisque la Commission a chargé un sous-comité de rédaction d'examiner le mandat d'une autre sous-commission, le Dr. Chang propose de renvoyer aussi, à ce sous-comité, pour examen, le mandat et la composition de la Sous-commission pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités. Il propose en outre d'adjoindre deux nouveaux membres au sous-comité en raison du travail supplémentaire qui lui incombera de ce fait.

M. DUKES (ROYAUME-UNI) appuie cette motion.

La PRESIDENTE déclare qu'il faut d'abord mettre aux voix la proposition de l'URSS.

M. TEPLIAKOV (URSS) retire sa proposition en faveur de la proposition chinoise.

Le Colonel HODGSON (AUSTRALIE) pense qu'il faut préciser plus clairement les fonctions et les pouvoirs des sous-commissions. A son avis, il s'agit de corps auxiliaires de la Commission, qui devraient procéder à des études et à des examens, présenter des rapports et des recommandations, mais qui n'ont pas qualité pour prendre des décisions indépendantes. Le document américain donne à la Sous-Commission le pouvoir de décider ce qu'il faut entendre par "mesures discriminatoires" et par "minorités" et de poser les principes à appliquer dans la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités. Il pense que la définition des termes et l'expression des principes doit être l'œuvre de la Commission elle-même et que la Sous-commission devrait se borner à recommander les modalités d'application de ces principes. Il souhaiterait voir la question résolue immédiatement puisque le sous-comité de rédaction va se trouver en face du même problème.

La PRÉSIDENTE attire l'attention sur le point 5 à la première page du document américain, qui mentionne, parmi les fonctions de la Sous-commission, la présentation de recommandations à la Commission. Le document américain énumère une série de fonctions, mais il n'était pas dans son intention de déroger à ce principe fondamental que toute décision définitive appartient à la Commission.

M. MALIK (LIBAN) s'accorde avec la Présidente pour penser que la Sous-Commission n'est qu'un organe délibératif chargé de travailler sur certaines idées que la Commission reste libre d'accepter ou de rejeter. On pourrait sans danger laisser à la Sous-commission toute latitude de lancer des idées; il n'y a pas d'inconvénient à définir des termes tels que "minorités" et "mesures discriminatoires" et à attendre son rapport.

M. Malik trouve bon qu'on raye le point 4 de la liste des fonctions qu'énumère le document américain, mais il espère que le sous-comité de rédaction accordera toute l'importance qui convient à la création d'un organisme chargé de recevoir directement les rapports et qui serait directement responsable devant la Commission.

À propos de la composition de la Sous-commission, il attire l'attention de ses collègues sur le fait que le point 2 ne contient aucune disposition assurant la continuité du travail par la désignation pour un an et pour deux ans de certains des membres primitifs. Il appuie la motion chinoise.

M. HUTCHISON (Organisation internationale du travail) déclare que son organisation accueille chaudement la proposition américaine selon laquelle la Sous-commission devrait collaborer avec les institutions spécialisées. L'Organisation internationale du travail a toujours attaché la plus grande importance à la lutte contre les mesures discriminatoires sur le plan social et économique et s'efforce d'assurer l'application pratique de ce principe par les législations sociales nationales.

Retraçant l'histoire des efforts de son organisation pour lutter contre les mesures discriminatoires, il déclare qu'à plusieurs congrès internationaux du travail on a adopté des recommandations contenant des dispositions précises tendant à lutter contre les mesures discriminatoires dans les conditions de travail des régions non métropolitaines. Il cite plusieurs articles d'un projet de convention sur la politique sociale des territoires non métropolitains contenant des dispositions visant à lutter contre les distinctions fondées sur la race, la couleur, la religion ou le clan.

Miss SPIEGEL (Fédération mondiale des syndicats) propose d'ajouter les mots "et non gouvernementales" après les mots "organisations intergouvernementales" à la dernière ligne du document américain.

La PRÉSIDENTE déclare que l'on communiquera cette suggestion au sous-comité de rédaction.

M. TEPLIAKOV (URSS) attire l'attention de ses collègues sur le point 2 des fonctions prévues dans le document américain. Il pense que le dépistage des mesures discriminatoires constitue une tâche colossale qui dépasse les moyens non seulement de la Sous-commission, mais de la Commission elle-même, son mandat étant clairement défini par le Conseil économique et social. Le premier devoir de la Commission est de rédiger une déclaration internationale des droits de l'homme.

En réponse à une question de M. EBEID (Egypte) la PRÉSIDENTE déclare que, dans l'hypothèse où un membre de la Sous-commission serait dans l'impossibilité de remplir son mandat de trois ans, on désignerait à sa place une personne de la même nationalité.

Le Dr. CHANG (Chine) propose de mettre ses deux motions aux voix séparément.

La PRÉSIDENTE met aux voix la motion chinoise tendant à renvoyer au sous-comité de rédaction la fixation du mandat et de la composition de la Sous-commission pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités.

Décision : La motion est adoptée à l'unanimité.

La PRESIDENTE met aux voix la motion chinoise tendant à ajouter deux membres au sous-comité de rédaction.

Décision : La motion est adoptée à l'unanimité.

La PRESIDENTE désigne alors les représentants de la Chine et de l'Australie comme membres supplémentaires.

En réponse à une demande de M. TEPLIAKOV (URSS), elle rappelle la composition actuelle du sous-comité de rédaction, qui comprend les délégués de l'Australie, de la Chine, du Liban, de la République des Philippines, du Royaume-Uni, de l'URSS et la Présidente de la Commission elle-même. La Commission du règlement intérieur comprend les délégués de l'Australie, de la Chine et de l'URSS, tandis que celle de la correspondance comprend les délégués du Liban, du Royaume-Uni et de l'Uruguay.

On accepte la proposition du Dr. CHANG (Chine), de lever la séance pour que la Commission puisse étudier des documents relatifs à la Déclaration internationale des droits de l'homme. On décide que le Comité de rédaction siégera immédiatement après la fin de la séance.

La séance est levée à 15h.55.

-----